SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 16 MAI 1905.

Rapport de la Commission des Affaires étrangères, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la Convention commerciale conclue à Buenos-Ayres le 8 septembre 1903 entre la Belgique et la Répu- blique Argentine.

*(Voir les n^{os} 83, session de 1903-1904, et 140, session de 1904-1905,
de la Chambre des Représentants.)*

Présents : MM. le Comte DE MERODE WESTERLOO, Président ; le Comte DE
LIMBURG STIRUM, VERBEKE et BERGMANN, Rapporteur.

MESSIEURS,

Ayant été chargé par votre Commission de faire rapport sur le projet de Convention commerciale de la Belgique avec la République Argentine, qui nous est soumis, et qui vient d'être voté par la Chambre des Représentants à l'unanimité des membres présents, je viens vous proposer de donner votre approbation à cette Convention.

La Belgique, malgré ses relations commerciales et industrielles très suivies et très importantes avec la République Argentine, n'a pas de traité de commerce et de navigation avec ce pays.

Qu'il me soit permis de donner un petit aperçu historique des négociations précédentes qui n'ont, malheureusement, pu aboutir.

Un traité de commerce et de navigation avait été conclu, à Parana, le 3 mars 1860, avec le gouvernement de la Confédération argentine, par le comte Paul de Borchgrave, à cette époque notre ministre résident au Brésil.

Ce traité fut voté par les Chambres belges, mais ne fut pas présenté dans le délai prévu par la législation de la Confédération argentine.

Quelque temps après, une révolution survint qui amena la réunion de toutes les provinces argentines sous la dénomination de République Argentine, comprenant, dès lors, la province de Buenos-Ayres, la plus riche et la plus importante, qui, jadis, ne faisait pas partie de la Confédération argentine.

Le Gouvernement belge chargea en 1871 M. Charles Pecher, consul général de Belgique à Buenos-Ayres, de faire au gouvernement de la République Argentine, des ouvertures qui, quoique accueillies très favorablement, ne permirent pas, par suite de circonstances imprévues, d'aboutir à la conclusion d'un traité.

Des démarches ont été faites plus tard ; des propositions du gouvernement argentin n'ont pas eu de meilleur résultat et nous nous trouvons encore en ce moment sans traité de commerce et de navigation avec la République Argentine.

La Convention commerciale qui est soumise à votre approbation mettra fin à cette situation peu régulière.

Cette Convention a été signée à Buenos-Ayres, le 3 septembre 1903, entre M. H. Ledeganck, notre ministre résident près de la République Argentine, et le Docteur Joaq.-V. Gonzalez, ministre-secrétaire de l'intérieur et secrétaire intérimaire des relations extérieures et du culte de la République Argentine.

Le retard qu'on a mis à nous soumettre cette convention peut nous étonner et ne sera pas, espérons-le, la cause de nouvelles entraves à la signature de cet acte. Nous ne devons pas oublier que depuis cette date il y a eu un changement de gouvernement et que le D^r Em. Quintana a remplacé le général Rocca comme président de la République Argentine et qu'il a formé un nouveau ministère.

Ce serait vraiment bien regrettable que toutes les démarches de notre ministre, et elles ont été incessantes et nombreuses, ne fussent pas couronnées de succès, d'autant plus que cette convention doit nous accorder le traitement de la nation la plus favorisée.

La situation actuelle, qui n'a, du reste, jamais amené de conflits, n'est cependant pas exempte de dangers ; l'absence de tout traité, de toute convention pourrait avoir des conséquences fâcheuses pour nos concitoyens ayant à invoquer le bénéfice de la loi argentine.

Je ne puis pas admettre que les autorités argentines pourraient nous opposer cette absence de convention : j'ai, pour ma part, une trop haute opinion de l'esprit d'équité des Argentins ; mais j'estime qu'il est préférable de se trouver armé par la loi.

Pour mieux faire ressortir encore l'importance, la nécessité de conclure pareille convention, nous allons entrer dans quelques détails concernant le mouvement commercial de la Belgique avec la République Argentine.

La Belgique a, de tout temps, occupé une position prépondérante quant au commerce d'exportation des produits de La Plata. Il fut même un temps où le port d'Anvers occupait le premier rang, que son marché absorbait presque autant de produits argentins que tous les autres ports du continent européen.

Quant à nos envois vers ce pays, nous sommes beaucoup moins bien partagés, et c'est sur cette situation que nous devons appeler toute l'attention de nos industriels.

M. Gielen, rapporteur de la Commission de la Chambre des Représentants, a fait connaître les statistiques des années 1901 et 1902 ; je me permettrai d'invoquer des statistiques plus récentes qui viennent d'être

publiées à Buenos-Ayres et qui se réfèrent au commerce de l'année 1904.

La Belgique occupe en 1904 le 4^e rang, quant à l'exportation des produits de La Plata, avec 17,566,034 piastres or ou 87,830,170 francs (sans compter les chargements des navires à voiles, 96,253,609 piastres, dont une grande partie est dirigée sur le port d'Anvers).

L'Angleterre occupe le 1^{er} rang, avec 36,445,139 piastres ou 182,225,695 francs, un peu plus que le double de la Belgique.

Tout autre est notre position pour les importations belges à La Plata ; nous n'occupons plus que le 6^e rang :

	La Belgique	9,069,123 piastres ou fr.	45,345,605
5 ^e rang :	La France	17,109,716	— — 85,548,580
1 ^{er} —	L'Angleterre	64,517,100	— — 322,585,515.

Comparant nos importations avec celles de l'Angleterre, nous devons être étonnés de l'énorme différence, car elle exporte vers La Plata huit fois plus que la Belgique.

N'est-ce pas là une situation anormale sur laquelle il faut appeler l'attention sérieuse de notre industrie ?

Avec une population d'environ 6 millions d'habitants, la République Argentine a déjà une importance considérable comme pays consommateur ; que sera-ce donc, si cette population vient à s'augmenter jusqu'à concurrence de 60 millions ? Rien d'impossible, rien d'improbable. Si la paix intérieure reste acquise, si l'immigration continue à se développer dans les mêmes proportions que ces dernières années, cette époque ne me paraît pas éloignée.

Ce pays est très grand, l'étendue de ses terrains disponibles, propres à l'agriculture, à l'élevage des bestiaux, est considérable, immense, et une population de 60 millions n'a donc rien d'exagéré.

Comme le sol de la République Argentine est très fertile, les habitants pourront y gagner facilement leur vie et, la prospérité aidant, ils deviendront nécessairement des consommateurs importants.

Si nous avons assisté, dans le siècle passé, au développement merveilleux des États-Unis de l'Amérique du Nord, qui nous dit que le siècle présent ne nous fera pas assister à un progrès identique de la République Argentine ?

Les États-Unis se sont émancipés de l'Europe, sous le rapport de l'industrie ; ce marché nous échappe et nous échappera de plus en plus, tandis que la République Argentine nous offre encore et pour longtemps, espérons-le, des débouchés importants qui peuvent être exploités au grand profit des industries européennes et dont la Belgique doit obtenir sa large part.

Dans cet ordre d'idées, je me permets de signaler la constitution d'une société franco-belge de chemins de fer à voie étroite, avec un capital très important, qui a obtenu une concession qui reliera l'intérieur du pays avec les grands centres d'exportation.

Ces nouvelles facilités de communication, indispensables dans un pays aussi étendu, amèneront économiquement les produits de l'intérieur vers les ports d'embarquement. Nécessairement augmentation de la richesse du pays par suite de l'augmentation de la production, donc augmentation de son pouvoir d'achat.

L'avènement du D^r E. Quintana comme Président de la République est considéré comme un événement heureux. C'est un homme éclairé, à idées larges, qui comprend l'importance des relations de son pays avec l'étranger.

Dès son premier Message, qu'il a présenté au Congrès le 1^{er} mai dernier, d'accord avec cette politique, il a annoncé la présentation d'un projet de loi accordant des réductions de droits de douane, de timbre, de patente et grevant les marchandises étrangères.

Ces réductions sont évaluées à une trentaine de millions de francs.

Quant aux droits d'exportation, ils seront supprimés en 1906.

Ces mesures ne pourront que développer le commerce international; la Belgique ne doit pas se laisser devancer par ses concurrents, et c'est pourquoi le vote de cette convention qui nous met au rang de la nation la plus favorisée, est indispensable.

En donnant à cette convention votre approbation unanime, vous donnez à la République Argentine un gage de votre vif désir de cimenter encore plus étroitement nos bonnes relations, avec l'espoir que le Congrès argentin voudra montrer, par un vote aussi favorable, que l'estime est réciproque et que la République Argentine elle aussi désire le développement de nos rapports commerciaux.

Une dernière observation à présenter est que M. H. Ledeganck, soucieux de prévoir tous les cas possibles, a complété cette convention par une lettre du 8 septembre 1903, approuvée par M. le D^r J. V. Gonzalez, par des réserves quant aux mesures spéciales que chacun des pays pourrait être amené à prendre pour des motifs sanitaires ou en vue d'événements de guerre, et de la perception de droits supplémentaires en compensation de primes d'exportation.

Le Rapporteur,
E. BERGMANN.

Le Président,
Comte DE MERODE WESTERLOO.